

Débat d'actualité en Commission des Relations extérieures concernant le Coronavirus

Philippe Goffin, ministre: Madame la présidente, mesdames et messieurs, je tiens tout d'abord à apporter une précision: la traduction sera très générale; ensuite, en fonction des questions, je tâcherai d'apporter un éclairage aussi net que possible aux uns et aux autres.

Mevrouw de voorzitter, collega's, ik wil de diensten van de Kamer bedanken voor de technische organisatie van vandaag, waardoor de commissie voor Buitenlandse Zaken kan samenkomen.

Zoals wij allemaal weten en meemaken, wordt ons continent en eigenlijk de hele wereld geconfronteerd met een nog nooit geziene crisis die van de regering gepaste maatregelen vereist. Alle ministers van deze regering, onder leiding van eerste minister Sophie Wilmès, worden hierbij ingezet, in overleg met de Gemeenschappen en Gewesten voor hun respectieve bevoegdheden.

In mijn hoedanigheid van minister van Buitenlandse Zaken ben ik helemaal toegewijd. Ik geniet hierbij van de voortdurende inzet en vaardigheden van mijn administratie, zowel in Brussel als in de 118 diplomatieke en consulaire posten, waar 24 uur op 24 vrouwen en mannen werken die zeer goed begrijpen wat de woorden openbare dienst betekenen

Zij kunnen deze uitdagingen aan en stellen alles in het werk om onze medeburgers in nood in het buitenland te helpen.

Nous avons pris rapidement les mesures nécessaires au vu de l'évolution de la situation mondiale. Le 3 mars, j'ai annulé la tenue des Journées diplomatiques, qui auraient dû avoir lieu du 16 au 20 mars et qui réunissent annuellement nos chefs de poste. L'idée qui présidait à cette annulation était d'anticiper ce qui s'est finalement produit et de permettre à chacun de nos postes de se montrer aussi efficace que possible, en disposant de l'ensemble du personnel sur place.

Le 14 mars, après plusieurs mises à jour des avis de voyage particuliers, notamment pour l'Italie, j'ai décidé d'en publier un d'ordre global, déconseillant tous les voyages non essentiels, où que ce soit dans le monde. C'est le jour où le centre de crise des Affaires étrangères a été activé. Depuis, le centre d'appel a été renforcé. Le 18 mars, conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel adopté le même jour, nous avons interdit les voyages non essentiels à l'étranger. C'est à cette date que nous avons démarré nos opérations de rapatriement aérien. Depuis le 19 mars, le centre de crise a fonctionné 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Afin de favoriser et faciliter tous les rapatriements, nous recourons à tous les canaux de communication classiques et les plus modernes pour informer les Belges se trouvant à l'étranger.

België is begonnen met zijn repatriëringoperatie per vliegtuig op 18 maart 2020. Dankzij een uitstekende organisatie zijn wij bezig met een van de meest succesvolle repatriëringmissies

ooit door Buitenlandse Zaken georganiseerd. Tot op vandaag werden meer dan 5.000 Belgen door ons gerepatrieerd.

Wij werden geconfronteerd met de sluiting van sommige grenzen en de geleidelijke afschaffing van reguliere lijnen op een vrij brutale manier, met de sluiting van het luchtruim en de luchthavens en met de lockdownmaatregelen in soms afgelegen gebieden.

Wie wordt bij het repatriëren prioritair geholpen? Het gaat om de Belgen die tijdelijk op verplaatsing zijn voor toeristische doeleinden, familiebezoeken, korte professionele of academische verplaatsingen. Worden eveneens geholpen de niet-Belgische rechthebbenden met Belgische familieleden en de ouders van mensen met een verblijfstitel in België die zich in dezelfde situatie bevinden.

Dat laat mij toe mijn standpunt te benadrukken en te herhalen met betrekking tot de personen die een dubbele nationaliteit bezitten.

En aucun cas, nous ne faisons de discrimination vis-à-vis de ces personnes. En aucun cas! Pas de discrimination, pas de favoritisme, pas de tri, pas de choix dans les listes de rapatriement et jamais, mes services ni moi-même n'avons abandonné les particuliers binationaux dans tel ou tel pays.

Je le redis: je réfute catégoriquement les accusations de double standard, comme j'ai pu le lire à plusieurs reprises, des Belges de soi-disant seconde catégorie. Ces accusations, je le dis clairement, sont indignes et sont le fruit au mieux d'un manque d'informations, au pire d'une mauvaise foi et d'un esprit de récupération politicienne communautariste peut-être, en tout cas de bien mauvais aloi en général et ici tout particulièrement. Qu'on le veuille ou non, qu'on ait l'honnêteté de le reconnaître ou pas, il y a des normes qui s'imposent à nous tous, entre autres dans le cadre du droit international.

Pour ce qui est de la gestion des nationalités multiples, c'est la Convention de La Haye de 1930 qui sert de texte de référence. Ce texte prévoit ceci en son article 4: "Un État ne peut exercer sa profession diplomatique ou consulaire au profit de l'un de ses nationaux à l'encontre d'un État dont celui-ci est aussi le national." La Convention prévoit aussi en son article 5 que puisse être prise en compte la nationalité du pays dans lequel il a sa résidence habituelle et principale.

C'est sur cet article 5 que je me suis basé pour rédiger une lettre à mon homologue marocain, cosignée par ailleurs avec mon homologue néerlandais en date du 31 mars 2020. Nous faisons de même dans nos contacts avec les autorités burundaises, ces deux pays, le Maroc et le Burundi, étant les seuls avec lesquels nous avons rencontré des difficultés de cet ordre.

J'ai encore fait valoir ces arguments hier à l'ambassadeur marocain et à l'ambassadeur burundais en place à Bruxelles. Ce sont les précisions que je peux vous apporter. Les questions suivront peut-être et nous irons alors plus loin dans les détails, eu égard à la situation particulière du Maroc et du Burundi.

Het werk wordt voortgezet. Deze week leid ik een reeks consultaties met alle posthoofden om een stand van zaken op te maken van de situatie in hun jurisdictie en om de toekomstige acties te overwegen teneinde onze landgenoten in het buitenland bij te staan. Ze zijn met velen en

ieder van hen heeft recht op evenveel aandacht. Deze verduidelijking werd gemaakt op de meest duidelijke en ondubbelzinnige wijze. Ik ben dan ook bereid uw specifieke vragen te beantwoorden.

Katrin Jadin (MR): Madame la présidente, je remercie les services de la Chambre de rendre possible cette commission virtuelle.

Monsieur le ministre, ces dernières semaines, les services des Affaires étrangères ont dû faire face à d'énormes demandes de rapatriements. La situation est difficile et je vous remercie pour le dispositif mis en place et votre disponibilité. Je remercie également notre diplomatie de travailler jour et nuit pour permettre de trouver des solutions originales.

Je souhaitais faire un état de lieux de la crise du COVID-19 et sur ses conséquences sur les enjeux internationaux.

Qu'en est-il du nombre de Belges à l'étranger et combien y a-t-il de demandes de rapatriements? Faut-il déplorer des décès de Belges à l'étranger suite à cette pandémie et comment les choses s'organisent-elles alors?

Je souhaitais également aborder le respect des droits fondamentaux et des libertés individuelles en Europe. Certains pays sont obligés de restreindre de manière temporaire les libertés fondamentales pour pouvoir venir à bout de cette pandémie.

Le cas de la Hongrie est grave et dépasse totalement ce qui pourrait être permis en termes d'état d'urgence et de respect des institutions démocratiques et des droits fondamentaux. Des atteintes à la liberté de la presse existent, Mme Rohonyi en a fait état. J'aurais voulu savoir si l'Europe avait déjà pu prendre des positions fortes à ce niveau. La Belgique compte-t-elle prendre des positions fortes par rapport ce qui se passe dans un pays de l'Union européenne?

J'ai également une question sur la situation en Grèce, autre État membre, qui fait face à une crise migratoire aux portes de l'Union européenne. Avons-nous pris des dispositions pour apporter l'aide que l'Union européenne est censée amener dans ces circonstances?

Dans le même ordre d'idées, Mme Ursula von der Leyen s'est exprimée par rapport à la possible position de l'Union européenne sur l'Italie. Je souhaiterais également connaître notre position à ce sujet. En Belgique, nous sommes face à une crise grave, avec d'énormes conséquences. Il n'en reste pas moins que l'Union européenne vit également cette crise et que nous devons plus que jamais nous y sentir liés et travailler ensemble.

La première leçon que nous pouvons tirer de cette crise est celle d'un manque de cohérence et d'intégration d'une politique de santé et de gestion sanitaire à travers l'Europe. Peut-être pourrions-nous endiguer certains phénomènes si l'Europe se dotait d'une telle politique à l'avenir?

Philippe Goffin, ministre: Madame la présidente, chers collègues, je vous remercie pour toutes vos questions et pour les expressions très positives que vous avez eues à l'égard des agents de l'administration des Affaires étrangères, que ce soit ici, à Bruxelles, ou en poste à l'étranger. Je ne doute pas cela les touchera car, depuis plusieurs semaines, ils sont quotidiennement confrontés aux demandes, aux inquiétudes et parfois aux frustrations et à l'énerverment des citoyens qui ne comprennent peut-être pas pourquoi les choses ne vont pas plus vite. Je puis vous dire que le travail qu'ils effectuent est colossal et je tiens, une fois de plus, à les en remercier.

Je vais essayer de répondre le plus complètement possible aux questions qui m'ont été posées. Je débute par la question liée à la situation de nos ressortissants au Maroc. Je pense qu'il faut travailler sans non-dits. J'ai entendu chez certains que l'on pouvait pratiquer des non-dits ou peut-être certains amalgames qui, je l'ai dit, n'ont pas la place dans nos démarches par rapport à la situation particulière du Maroc.

Le premier élément, c'est que le Maroc a été la première destination pour laquelle nous avons organisé des rapatriements. Il est important de le savoir. Nous avons organisé sept rapatriements avec Brussels Airlines au départ de Marrakech et d'Agadir. Pourquoi ces deux destinations? Parce que, dans la logique retenue et validée pour les autres situations également, on a d'abord visé les situations touristiques.

En parallèle de ces démarches, vous savez que nous avons aussi fait le maximum pour que d'autres destinations soient desservies. Cela a été le cas car, comme certains d'entre vous l'ont rappelé, des vols Ryanair ont été organisés notamment depuis Tanger, alors qu'à deux reprises, le Maroc avait décidé de fermer son espace aérien et, par la négociation et les contacts, nous avons permis que des vols puissent encore être organisés pour le rapatriement de nos compatriotes. C'est un premier élément que je voulais signaler.

Depuis le 22 mars, l'espace aérien marocain est définitivement fermé et il n'y a donc plus de vols vers la Belgique ou l'Europe en général. Très clairement, on a envie que nos binationaux puissent revenir au pays. On fait tout pour que cela fonctionne de la sorte, sauf que, pour le moment, on se heurte clairement à un refus de l'État marocain. C'est aussi clair que cela! Vous me demandez quelles démarches ont été effectuées, tout en laissant entendre qu'on considérerait que, finalement, cela nous intéresse moins car il s'agirait de sous-nationaux, etc. Là aussi, c'est un procès d'intention que je n'accepte pas.

La situation est claire. Vous parlez de vols éventuellement organisés avec le Canada. J'ai eu un contact, hier encore, avec l'ambassadeur marocain ici à Bruxelles. Je lui ai posé la question clairement en lui disant qu'on avait l'impression de deux poids deux mesures. L'ambassadeur du Maroc me dit qu'il n'y a pas de binationaux qui ont pris le vol pour regagner le Canada. Les choses sont très claires à ce propos. On parlera juste après de la situation des vols dits humanitaires.

Avec mon homologue néerlandais, nous avons écrit une lettre pour que la situation se débloque. Cette lettre a été envoyée, fin mars, au ministre marocain des Affaires étrangères. Josep Borrell, le Haut représentant des Affaires étrangères à la Commission européenne, est lui-même intervenu pour débloquer la situation. Cela n'a pas suffi. Des contacts permanents ont lieu avec le gouvernement et en particulier avec le ministre des Affaires étrangères marocain. Jusqu'à présent, cela n'a pas non plus donné de résultats satisfaisants.

Je note les initiatives suggérées notamment par André Flahaut. Toutes les initiatives sont les bienvenues. Nous désirons que la situation se débloque mais dire qu'on n'y travaille pas, dire que ce sont des sujets qui ne nous intéressent pas, quand on prend connaissance des démarches de bonne foi qui ont été faites, on peut difficilement dire que l'on ne s'est pas intéressé à la situation.

Oui, je regrette très clairement cette situation de blocage qui relève de l'autorité marocaine et nous avons une chose à faire par rapport à cela. Il s'agit bien sûr de respecter la souveraineté de la décision de l'État marocain. On peut néanmoins la regretter, c'est un autre aspect. Moi, je préférerais, comme l'ensemble de nos services et comme vous l'avez exprimé à travers vos questions, que la situation puisse se débloquer. On a énormément de collaboration avec l'État marocain pour mettre en avant les excellentes relations qui nous unissent et la difficulté que certains ont à accepter une situation qui paraît un peu déséquilibrée par rapport à d'autres pays. Nous avons deux situations similaires avec le Burundi et le Maroc.

Par rapport aux cas évoqués par M. Boukili sur la situation humanitaire des uns et des autres, nous avons poussé le raisonnement très loin. Tous ces cas-là, nous en tenons très précisément compte et la question a été posée. Quand vous avez un cas dit humanitaire, quand vous avez une personne malade, une personne qui considère qu'elle ne peut pas être soignée correctement par rapport à la pathologie qu'elle présente, la démarche est très simple: le premier contact est un médecin local; le deuxième contact est un hôpital local. À partir de là, si l'autorité marocaine constate qu'effectivement, les soins ne peuvent pas être rendus correctement eu égard à la pathologie de la personne, on est dans le cadre d'un vol humanitaire et on pourrait dans ce cas-là, organiser des rapatriements liés aux vols humanitaires.

Là aussi, le Maroc est très précis. Bien sûr, il applique les conventions internationales mais il applique aussi la première partie de cette convention qui dit qu'il lui appartient de décider de la liberté d'aller et de venir de ses ressortissants quand ils sont sur le territoire marocain. Nous avons un autre point de vue tout aussi clair qui est de dire que les personnes qui ont leur lieu de vie habituel en Belgique, qu'elles soient des binationaux ou pas, doivent pouvoir regagner le territoire belge.

Je pense que dire autre chose, c'est alimenter des fantasmes. Je pense qu'il n'y a pas lieu de le faire. Effectivement, des personnes vivent des situations difficiles au Maroc. La vérité va peut-être leur permettre, je ne dis pas d'accepter la situation, mais en tout cas de mieux la comprendre.

Je ne voudrais pas que ces personnes qui vivent chez nous, qui sont des binationaux, se disent que leur État, la Belgique, les a traitées de manière différente, déséquilibrée par rapport au reste. Ce n'est pas vrai. Les éléments que j'ai mis en avant en attestent. Je demande évidemment la plus large aide, le plus large soutien pour qu'à un moment donné notre point de vue soit entendu. Pour le moment, ce n'est pas le cas. Je le regrette.

Nous allons continuer à travailler. Certains mécanismes vont peut-être être entendus. On peut penser, par exemple, au Groupe interparlementaire Belgique-Maroc avec, là aussi, des expressions à avoir pour faire en sorte que la situation puisse se débloquer. C'est vraiment notre souhait, notre volonté. Nous y travaillons et nous ne cesserons de le faire.

Voilà pour la partie concernant le Maroc. Je pense qu'en vous ayant répondu cela, je vous ai dit tout ce que je pensais utile de devoir vous communiquer.

De nombreuses questions en lien avec mon appréciation de la coopération européenne ont été posées, notamment par MM. Ben Achour et De Maegd et Mme Jadin.

La solidarité entre États a bien fonctionné dans le cas particulier des rapatriements. Elle a peut-être été un peu lente à démarrer, mais les chiffres montrent qu'elle tourne maintenant à plein régime. Le mécanisme d'échange fonctionne et nos missions aident les Belges à embarquer sur des vols de rapatriement mis en place par les États de l'Union européenne. Ainsi, plus d'un millier de compatriotes ont pu embarquer à bord de vols affrétés par la France, le Luxembourg, la Pologne ou la République tchèque entre autres.

Un certain nombre de leçons pratiques doivent être tirées de cette crise afin de parvenir à un mécanisme plus efficace et plus fluide, comme j'ai pu l'expliquer en séance plénière de la Chambre en réponse à une question de M. Dallemagne.

La Belgique a organisé 27 vols. Dans les jours à venir, un vol est notamment prévu vers l'Afrique du Sud. Nous avons reçu énormément de demandes. Nous avons dû faire patienter nos ressortissants, parce qu'il n'était pas simple d'organiser ce type de vol pour permettre au plus grand nombre d'entre eux de gagner le lieu de décollage.

Le choix des destinations desservies dans le cadre de nos opérations de rapatriement est motivé par le nombre de ressortissants bloqués sur place, mais aussi par l'absence d'alternatives, due le plus souvent à la fermeture de l'espace aérien aux vols commerciaux.

En ce qui concerne l'aspect financier de ces rapatriements, il faut être très clair. L'État prend en charge la moitié du coût total de chacune des opérations. L'autre moitié est divisée par le nombre total de sièges disponibles. Chaque citoyen rapatrié signe alors une reconnaissance de dette par laquelle il s'engage à rembourser le montant ainsi calculé.

Il faut que nos compatriotes le sachent. Je m'engage à aller jusqu'au bout du traitement de chaque situation, avec des pays qui, reconnaissons-le, sont parfois plus complexes que d'autres. Voilà l'état de la coopération, dont je voulais vous rendre compte, au niveau européen.

Des questions m'ont également été posées par rapport à l'Organisation mondiale de la Santé. Comme vous le savez, l'OMS joue un rôle crucial dans la lutte contre le COVID-19. La Belgique suit évidemment de près ses actions. À cette fin, le SPF Affaires étrangères collabore étroitement avec le SPF Santé publique. Notre pays octroie chaque année environ 7,7 millions d'euros à l'OMS dont 5,4 millions d'euros sont octroyés à son budget général. L'OMS est libre d'utiliser les montants octroyés au titre de budget général, y compris pour la lutte contre la propagation du virus.

Om het planningsproces te vergemakkelijken en de responscapaciteit zo goed mogelijk in kaart te brengen, heeft de WHO een voorlopige indeling van de landen gemaakt op basis van hun operationele capaciteit en factoren zoals paraatheid, het risico op geïmporteerde gevallen, het aantal geïmporteerde gevallen, lokale verspreiding en verspreiding binnen de gemeenschap.

België werd door de WHO ingedeeld bij categorie vijf, wat de hoogste categorie is. Dit maakt van België één van de landen die het best zijn voorbereid om de epidemie aan te pakken. In dit stadium zal de WHO haar steun voorbehouden aan minder goed voorbereide landen. De organisatie heeft evenwel aangegeven België hulp en ondersteuning te zullen bieden indien

zich problemen zouden voordoen bij de implementatie van de door de WHO aanbevolen maatregelen.

Au sein de l'OMS, la Belgique réserve une attention particulière au renforcement des systèmes de santé et de la santé universelle. Le financement de l'OMS par notre pays permet ainsi indirectement de venir en aide aux pays les plus vulnérables dans la lutte contre la propagation du virus.

La Belgique contribue également au financement de la réponse mondiale au coronavirus par sa participation au Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (FCIU), lequel est un fonds flexible géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, ayant pour but d'apporter une réponse rapide et coordonnée aux besoins humanitaires urgents dans le monde. Cette année, comme en 2019, la contribution belge au FCIU s'élève à 17 millions d'euros.

Net zoals mevrouw Liekens zie ik op diverse media de kritiek op de WHO en China met betrekking tot hun initiële aanpak van de crisis. België is evenwel van oordeel dat de WHO globaal gezien goed werk levert en acht het in het midden van deze pandemie vooral belangrijk om de organisatie te steunen.

Zoals elke VN-instelling werkt de WHO nauw samen met de lidstaten. De organisatie werkt op wetenschappelijke basis en doet een beroep op de aanbevelingen van organen die bestaan uit specialisten van overal ter wereld. Zij verdienen onze steun en ons vertrouwen. Ons land is vragende partij voor een grondige evaluatie van de internationale aanpak van COVID-19, maar vindt het daarvoor nog te vroeg.

Er zijn veel vragen gesteld over het aantal in het buitenland gestrande Belgen. Meerdere duizenden landgenoten waren recent nog verhinderd om naar België af te reizen. Hierbij dient te worden opgemerkt dat ook veel landgenoten in het buitenland gedomicilieerd zijn. Het is raadzaam dat deze mensen in hun eigen omgeving blijven, conform het advies van de Wereldgezondheidsorganisatie.

De online tool Travellers Online wordt in deze crisis gebruikt om een overzicht te bewaren van het aantal toeristen en mensen die tijdelijk in het buitenland verblijven en die hun domicilie niet in het desbetreffende land hebben. Volgens het aantal inschrijvingen op Travellers Online bevonden zich medio maart ongeveer 27.000 Belgen in het buitenland.

Ik wil meteen verduidelijken dat Travellers Online een van de gegevensbanken is die wij gebruiken en het dus belangrijk is om de verschillende cijfergegevens af te toetsen. Zonder al te veel in te gaan op details, is het zo dat veel landgenoten zich bij hun terugkeer in België niet automatisch uitschrijven uit het onlineplatform. Men moet deze gegevens dus in zekere mate nuanceren. Intussen is de teller gezakt tot onder de 20.000 landgenoten. In een meer precieze schatting mogen wij ervan uitgaan dat nog ongeveer 5.000 mensen hopen op een snelle terugkeer naar België. Met name in Spanje, de Canarische eilanden, Marokko en Egypte zagen wij veel gestrande landgenoten. Naar al deze landen hebben mijn diensten reeds repatriëringvluchten ingelegd voor de toeristen en voor personen die dringende medische aandacht nodig hebben.

Er werden vragen gesteld over het aantal Belgen dat terug thuis is en op welke manier dat is gebeurd.

België is op 18 maart 2020 met de repatriëringvluchten gestart. Zij zijn bedoeld voor de Belgen die op verplaatsing in het buitenland zijn voor toeristische, professionele, academische of opleidingsdoeleinden van korte duur. Niet-Belgische rechthebbenden die gezinsleden zijn van Belgen en mensen met een verblijfsvergunning in België komen eveneens in aanmerking.

Ten slotte, wij hebben ook een aantal van onze chartervluchten voor onderdanen van de Europese Unie opengesteld.

De keuze van de bestemmingen van waaruit onze repatriëringoperaties plaatsvinden, wordt verantwoord door het aantal onderdanen dat ter plaatse vastzit, maar eveneens door de afwezigheid van alternatieven, meestal omwille van de sluiting van het luchtruim voor commerciële vluchten.

Tot op vandaag heeft België 27 vluchten uitgevoerd. Er werden zeven vluchten uitgevoerd vanuit Marokko, met name vier vanuit Marrakech en drie vanuit Agadir, die de voornaamste toeristische zones van dat land zijn. Er zijn ook twee vluchten uitgevoerd vanuit Tunesië, zes vluchten vanuit Tenerife en twee vanuit Las Palmas op de Canarische eilanden, twee vluchten vanuit Senegal, één vlucht vanuit Gambia, één vlucht vanuit Egypte en één vlucht vanuit Algerije, twee vluchten vanuit de DRC, één vlucht vanuit Mali, één vlucht vanuit Rwanda en Burundi, hoewel er een probleem met Burundi is, en één vlucht vanuit Peru.

In de komende dagen zijn nog vluchten gepland, onder andere vanuit Zuid-Afrika en Colombia.

In totaal werden, zoals ik al aangaf, meer dan 5.000 Belgen gerepatriëerd. Dat is de grootste repatriëringoperatie ooit door Buitenlandse Zaken georganiseerd.

Behalve de eigen Belgische vluchten kon ondertussen ook een duizendtal Belgen mee met een vlucht die door een EU-lidstaat werd georganiseerd, waarbij een plaats via het Europese coördinatiemechanisme aan andere Europese landen werd aangeboden, ofwel met een vlucht die door een lidstaat werd gecharterd en waarop België op basis van bilaterale contacten een plaats heeft kunnen verkrijgen.

Al meer dan 40 vluchten vertrokken zo met Belgen aan boord, georganiseerd door onder andere Frankrijk, Nederland, Duitsland en Zwitserland. Bij aankomst in een andere Europese staat zorgt Buitenlandse Zaken waar nodig ook voor busvervoer richting België.

Tot slot zijn er ook nog altijd Belgen die terugkeren via de weinige resterende lijnvluchten. Onze ambassades zorgen hierbij wereldwijd voor communicatie met de gestrande Belgen. Wanneer onze landgenoten zelf een vlucht willen reserveren staan ze uiteraard ook zelf volledig in voor de financiële gevolgen.

De FOD Buitenlandse Zaken communiceert op verschillende manieren met deze burgers teneinde hen maximaal te bereiken en de drempel om naar ons te komen zo laag mogelijk te houden. Er is een callcenter waar mensen steeds terecht kunnen met telefonische vragen. Dit callcenter is ook beschikbaar via de sociale media, via Facebook. Dringende berichten kunnen via Enterprise Messaging bezorgd worden en ten slotte is er ook het online contactformulier.

We trachten via al deze kanalen steeds in een antwoord te voorzien op maat van de burger. Ook de ambassades communiceren naargelang de aard van de reizigers op deze verschillende wijzen met de Belgische gemeenschap in hun jurisdicties.

Tot slot blijft de website van het ministerie met meer dan 180 reisadviezen per land een waardevolle bron van communicatie en informatie voor onze landgenoten. Op deze wijze trachten wij de diensten in te zetten om onze gestrande landgenoten in het buitenland bij te staan. Sinds 19 maart werken onze medewerkers 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 in het crisiscentrum.

In totaal werden 302 medewerkers, over verschillende teams verdeeld, belast met het beheer van de telefonische oproepen, het behandelen van berichten ontvangen via sociale media zoals Facebook, het behandelen van ontvangen e-mails, het coördineren van de informatie, het opvolgen van de informatie bezorgd door onze diplomatieke netwerken met betrekking tot het sluiten van het luchtruim en de grenzen, het aanpassen van de reisadviezen eigen aan elk land met inbegrip van het instellen van een reisverbod naar het buitenland sinds 18 maart tot midden april en het monitoren van de veiligheidssituatie op wereldschaal.

De lijnen van het callcenter waren bij het begin van deze crisis soms overbelast maar dankzij een snelle verdubbeling van het aantal ervan werd dit probleem zeer snel verholpen.

Nu de situatie in België en de situatie na terugkeer.

Mevrouw Van Bossuyt, ik kan u zeggen dat de FOD Buitenlandse Zaken geen weet heeft van extra buitenlanders in Zaventem of elders. Verschillende ambassades in Brussel contacteren wel mijn diensten om hun onderdanen te kunnen repatriëren.

In antwoord op de vraag van mevrouw Farih kan ik meedelen dat er op de luchthaven wel degelijk infobrochures uitgedeeld worden aan aankomende reizigers, die daarna veertien dagen in zelfquarantaine dienen te gaan. Die vraag valt verder echter niet onder mijn bevoegdheid.

En ce qui concerne l'assistance consulaire, sur base du Code consulaire, les citoyens doivent d'abord chercher une solution par eux-mêmes, en sollicitant le cas échéant leur entourage. Pour les questions financières, ils peuvent être aidés par les consulats qui, dans la situation présente, suggèrent par exemple des possibilités de vols.

Aangezien wereldwijd de trend evolueert naar het afsluiten van het luchtruim, wordt terugkeren naar België in de komende weken moeilijker en stijgt de vraag van Belgen in het buitenland naar verlenging van hun visa of verblijfsvergunning. De Belg onderneemt in eerste instantie zelf demarches bij de lokale overheid. Op een aangepaste basis naargelang de lokale conditie kunnen onze ambassades dergelijke aanvragen samenbundelen, eventueel zelfs in EU-verband. De consulaire bijstand of de FOD Buitenlandse Zaken werd versterkt en zal de komende weken instaan voor de individuele opvolging van consulaire dossiers, zoals dit altijd gebeurt.

Que pouvons-nous faire pour aider le journaliste nigérien Kaka Touda? Mme Rohonyi, comme vous le savez, le journaliste indépendant nigérien a été libéré le 26 mars 2020. Il a été condamné par le tribunal de grande instance de Niamey à trois mois de prison avec sursis pour "avoir diffusé des données tendant à troubler l'ordre public". Son avocat a fait appel. La Belgique suit le développement de cette affaire en format européen via son poste à Niamey. J'attire cependant votre attention sur la très forte pression qui pèse sur ce dernier afin de gérer la crise du COVID-19 et ses nombreuses implications et d'assister nos compatriotes, dont de nombreux coopérants et militaires, dans des conditions extraordinaires.

La délégation de l'Union européenne à Niamey a été mise au courant de l'arrestation de M. Touda et de sa libération. Compte tenu de sa courte période de détention à la prison civile de Niamey, ni la délégation ni un autre État membre n'a effectué de démarche.

En réponse à la crise du COVID-19 et en alignement avec le plan national de riposte du gouvernement nigérien, la Belgique déploie des efforts spécifiques de réaffectation budgétaire et d'actions programmées accélérées. Ces efforts incluent entre autres un appui en communication de crise et un soutien à la surveillance épidémiologique.

M. Cogolati m'a posé une question sur la propagation du coronavirus dans les camps syriens. Le comité contre la torture et les autres peines ou traitements cruels ou dégradants des Nations Unies a exhorté l'État français à fournir aux femmes et enfants toute autorisation administrative d'identité et de voyage nécessaire à leur rapatriement et à leur donner accès aux soins médicaux. Un tel avis a été rendu à l'égard de la Belgique et, comme je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprises, les autorités belges entretiennent des contacts avec des responsables kurdes de l'administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, qui exerce un contrôle de fait sur les camps, afin de vérifier la possibilité d'organiser le rapatriement des enfants belges qui s'y trouvent actuellement. Nous poursuivons nos efforts en ce sens.

Nos services sont en contact régulier avec certaines ONG, telles que l'ICRC, qui continuent à être informées régulièrement de la situation sanitaire au sein des camps. Aucun cas de COVID-19 n'y a encore été recensé. Les frontières avec l'Irak ont par ailleurs été fermées afin de ralentir la propagation du virus vers la Syrie.

Il nous revient que tant les autorités du régime syrien que les forces démocratiques syriennes présentes dans le Nord-Est syrien se préparent à l'arrivée potentielle du virus.

Mevrouw Van Hoof, specifiek wat onze solidariteit met Italië en Spanje betreft, is het belangrijk om die solidariteit in een Europees kader te plaatsen. Zo zijn we sterker en kunnen we samen met de Europese Unie de nationale inspanningen beter verdelen en uitsplitsen.

Mijnheer De Vriendt, u hebt mij drie vragen gesteld. Gezien de omvang van de crisis kan België het nauwelijks alleen aan en daarom sluit het zich aan bij de inspanningen om de hulp op de verschillende internationale fora in onder andere New York, Genève en Brussel te coördineren om de slachtoffers te helpen. Wij nemen actief deel aan de prioritaire vergaderingen en bereiden onze bijdrage voor inzake de recente oproepen van de VN voor het globaal humanitair responseplan en van het ICRC. Wij coördineren de reactie met de lidstaten van de EU en alle onderdelen van de inspanningen via de DG ECHO. De meeste instrumenten en kanalen zijn al aanwezig. Het is de taak van de humanitaire coördinatoren, die de plaatselijke coördinatoren zijn, om de reactie op de noodsituatie te optimaliseren, onder meer door meer steun te verlenen aan de plaatselijke actoren, bijvoorbeeld via *country based* (...). Met vertrouwen in de doeltreffendheid van het multilateralisme steunt België die middelen. We reageren ook op verzoeken van onze ngo-partners door hen in staat te stellen bepaalde onderdelen van de lopende programma's te heroriënteren en aan te passen.

Ik deel uw bezorgdheid en de analyse over de sanitaire situatie in de Gazastrook. De gezondheidssector in Gaza is zeer kwetsbaar. Er is een chronisch tekort aan essentiële geneesmiddelen en de indicatoren zijn zeer zorgwekkend. Alle betrokken partijen beseffen dat een epidemie in Gaza niet adequaat kan worden bestreden. Er is een grote behoefte aan medische apparatuur en materialen, alsook een tekort aan medisch personeel. In 2019 hebben meer dan 100 artsen de Gazastrook verlaten.

Wat onze engagementen in Gaza betreft, steunt België al vele jaren het humanitaire fonds voor de bezette Palestijnse gebieden, dat organisaties in staat stelt toegang te krijgen tot financiering in reactie op veranderde omstandigheden.

In dat kader is er reeds 1 miljoen euro toegewezen om een antwoord te bieden aan de gezondheidsrisico's in verband met COVID-19. Er zijn interne discussies aan de gang om dat bedrag te verhogen. De Belgische bijdrage aan dat fonds bedroeg 13,3 miljoen euro voor de periode 2015-2019. Wij dragen ook bij aan de lokale respons via onze financiële bijdragen aan UNRWA en het ICRC.

Met betrekking tot UNRWA wil ik beklemtonen dat ondanks de situatie van lopende zaken en de daaruit voortkomende budgettaire beperking, België, in tegenstelling tot andere partnerorganisaties, zijn vrijwillige bijdrage aan de algemene middelen van UNRWA ten belope van 6,25 miljoen euro voor 2020 reeds heeft betaald.

België heeft consequent en herhaaldelijk opgeroepen tot het opheffen van de blokkade en tot vrije humanitaire toegang tot de Gazastrook, in overeenstemming met het internationaal humanitair recht. Dat standpunt, in overeenstemming met het standpunt van de Europese Unie, wordt ook door België verdedigd in de VN-Veiligheidsraad. De Verenigde Naties en de Europese Unie, met inbegrip van België, zijn in gesprek met de verschillende actoren, waaronder Israël, om ervoor te zorgen dat de toegang tot Gaza voor materiaal en personeel in het kader van de huidige gezondheidscrisis, kan worden vergemakkelijkt.

Tijdens de vorige vergadering van de Veiligheidsraad op 30 maart uitte België zijn bezorgdheid over de gevolgen van COVID-19 in de Gazastrook. België beklemtoont dat de toegang voor humanitaire hulp van cruciaal belang blijft, dat de maatregelen die zijn genomen om de binnenkomst van essentiële goederen en uitrusting in Gaza en de toegang en het verkeer van medisch personeel te vergemakkelijken, moeten worden voortgezet en dat de inspanningen in dat verband moeten worden opgevoerd.

België ondertekende de gemeenschappelijke verklaring van de drie vriendengroepen, GoF CAAC, GoF WPS en GoF POC, om de oproep van de secretaris-generaal tot een wereldwijd staakt-het-vuren in het licht van de COVID-19-pandemie te steunen en om de aandacht te leggen op de kwetsbaarste groepen, namelijk ouderen, kinderen en burgers. België heeft dat samen 52 andere lidstaten onderschreven. Het statement werd officieel bezorgd aan de secretaris-generaal, de voorzitter van de algemene vergadering en de voorzitter van de Veiligheidsraad. België zal, indien mogelijk, ook in de Veiligheidsraad zijn steun voor de oproep uitspreken.

Monsieur Boukili, monsieur Moutquin, vous avez aussi des questions relatives à la situation dans la bande de Gaza. J'y ai répondu intégralement, mais en néerlandais. Je suppose que cela ne vous pose pas de problème, soit parce que vous comprenez le néerlandais, soit parce que vous avez eu accès à la traduction simultanée.

Plusieurs questions ont été posées par Mme Jadin en ce qui concerne l'impact du coronavirus sur les enjeux internationaux.

M. Lacroix a posé des questions relatives à la situation en Europe et, en particulier, en Hongrie.

La question relative à la Hongrie relève de la compétence de mon collègue des Affaires européennes, M. Koen Geens. Cependant, sachez que je partage vos préoccupations. Ce dossier est suivi de près, notamment au niveau du Conseil de l'Europe pour que les mesures prises qui ont des conséquences en matière de droits de l'homme soient mises à l'agenda et au premier degré.

Madame Jadin, pour ce qui concerne la Grèce et les réfugiés, je vous invite à vous adresser à Mme De Block en charge de cette matière.

Les conséquences de la pandémie du COVID-19 en Syrie sont, bien sûr, principalement humanitaires. La population déjà gravement touchée aura du mal à supporter une crise supplémentaire. De plus, après plus de neuf ans de guerre, les infrastructures de la Syrie sont totalement insuffisantes pour faire face à une nouvelle crise humanitaire. Je soutiens, d'ailleurs, l'appel de l'envoyé spécial des Nations unies, M. Pedersen en faveur d'un cessez-le-feu national en Syrie afin de faire face au mieux à la crise du COVID-19. Outre s'attaquer à l'impact humanitaire, la communauté internationale doit continuer à œuvrer pour une solution politique au conflit.

La plupart des questions qui ont été posées au sujet du soutien financier de l'Union européenne méritent d'être adressées à mes collègues, les ministres Geens et De Croo. Néanmoins, je peux vous préciser que la Commission a soumis, à l'autorité budgétaire, une deuxième proposition de budget rectificatif pour l'année 2020 afin de réactiver l'instrument d'aide d'urgence et de renforcer le mécanisme européen de protection civile.

La Commission propose d'allouer 2,7 milliards en crédits d'engagement et 1,38 milliard en crédits de paiement à l'instrument d'aide d'urgence réactivé pour une période de deux ans.

Le RescUE servira à soutenir les États membres dans l'achat d'équipements médicaux et à faciliter le rapatriement de ressortissants européens. Il devrait être renforcé de 300 millions d'euros en crédits d'engagement et de 150 millions en crédits de paiement.

Monsieur De Maegd, vous nous invitez déjà à tirer les premières leçons de cette gestion de crise. Le département des Affaires étrangères va étudier minutieusement - évidemment hors du contexte immédiat - les décisions prises et leurs effets, afin d'améliorer les services que nous pouvons offrir aux citoyens. Les aspects qui pourraient être améliorés sont, bien entendu, tenus à jour. Les données seront collectées et feront partie d'un exercice d'évaluation générale dans les mois à venir.

Pour être très précis quant à la démarche entreprise par mes services, une personne a été chargée - dans le cadre de son travail au sein du cabinet -, de suivre de près toutes les actions qu'ils mènent en termes de gestion de crise. En effet, au bout d'un certain temps, il faut solliciter la mémoire collective, ce qui présente toujours un risque.

J'aimerais encore ajouter deux points, qui ne sont pas spécialement repris dans les questions. À l'initiative de Josep Borrell, nous avons pu réunir deux Conseils des ministres des Affaires étrangères. Le premier portait sur l'OTAN, le second sur la gestion de la crise du COVID-19. Ces deux réunions étaient informelles. Bien évidemment, chaque pays a pu rappeler sa solidarité et sa disponibilité pour venir en aide aux autres États membres de l'Union européenne et pour renforcer les mécanismes de collaboration là où l'on constaterait une défaillance ou une insuffisance. Je vous remercie de votre attention.